

Transformations Sociales, Économiques et Politiques en Afrique: De la Colonisation au Néocolonialisme

Vugar Akifoğlu*

Résumé

L'un des événements les plus déterminants de l'histoire africaine est sans conteste la colonisation. Celle-ci fut principalement motivée par des dynamiques internes à l'Europe, notamment la montée du nationalisme après l'unification de l'Italie et de l'Allemagne. Dans ce contexte, les grandes puissances européennes cherchaient à affirmer leur influence sur la scène internationale. La constitution d'empires coloniaux étendus, tant sur le plan territorial qu'humain, leur permettait d'accroître prestige et influence. La colonisation s'inscrivait également dans une logique économique. L'Europe industrielle, confrontée à la surproduction, recherchait de nouveaux débouchés pour marchandises, ainsi que des zones propices à l'investissement de capitaux et à l'exportation de main-d'œuvre. La Conférence de Berlin, de novembre 1884 à février 1885, institua la liberté de commerce en Afrique, formalisant ainsi ce cadre expansionniste. Dès l'arrivée sur le continent, les colons mirent en place les infrastructures nécessaires à l'exploitation des ressources, notamment routes, canaux et voies ferrées. Cependant, l'indépendance de la majorité des pays africains dans les années 1960 n'a pas conduit aux transformations économiques et sociales espérées. La présente étude analyse les rapports entre les puissances coloniales et l'Afrique, depuis la période de la colonisation jusqu'à l'époque contemporaine. Elle s'intéressera également au phénomène du néocolonialisme, ainsi qu'aux enjeux des nouvelles formes de domination et aux débats sur un éventuel "repartage" de l'Afrique dans le contexte géopolitique actuel.

Mots clés : Afrique, modification, dimensions, influence et puissances coloniales.

Social, Economic and Political Transformations in Africa: From Colonization to Neocolonialism

Abstract

One of the most decisive events in African history is undoubtedly colonization. This was mainly driven by internal dynamics within Europe, notably the rise of nationalism after the unification of Italy and Germany. In this context, the major European powers sought to assert their influence on the international scene. The creation of vast colonial empires, both territorial and human, increased their prestige. Colonization was also driven by economic logic. Faced with overproduction, industrial Europe sought new markets for goods, as well as areas for capital investment and labor exports. The Berlin Conference, held from November 1884 to February 1885, established free trade in Africa, thus formalizing this expansionist framework. Upon arrival on the continent, colonists built the infrastructure necessary for exploiting resources, notably roads, canals, and railways. However, the independence of most African countries in the 1960s did not bring the expected economic and social changes. This study analyzes the relationship between colonial powers and Africa, from colonization to the modern era. It also examines neocolonialism, new forms of domination, and debates on a possible "re-division" of Africa within the current geopolitical context.

Keywords: Africa, modification, dimensions, influence, and colonial powers.

* Université de TOBB Ekonomi ve Teknoloji, Ankara, Türkiye, vugarakifoglu@gmail.com, Orcid : 0000-0003-4662-9667

Reçu (Received): 28.07.2025 **Accepté (Accepted):** 22.09.2025 **Publié (Published):** 27.09.2025

Citation/Cite: Akifoğlu, V. (2025). Transformations sociales, économiques et politiques en Afrique: de la colonisation au néocolonialisme. *ChronAfrica*, 2(2), 159-169. <https://doi.org/10.62841/ChronAfrica.2025.260>

Copyright © 2025 The Author(s). This is an open-access article under the Creative Commons Attribution License (CC BY) which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium or format, provided the original work is properly cited.

Introduction

L'histoire contemporaine de l'Afrique ne peut être comprise sans une analyse approfondie de la colonisation et de ses prolongements. Processus d'expansion et de domination imposé par les puissances européennes à partir de la fin du XIX^e siècle, la colonisation a transformé en profondeur les structures sociales, économiques, politiques, religieuses et culturelles du continent. Mais ces transformations, loin de disparaître avec les indépendances des années 1960, continuent de marquer durablement les trajectoires actuelles des États africains. La problématique centrale de ce travail est donc la suivante : dans quelle mesure la colonisation a-t-elle façonné les dynamiques internes de l'Afrique et comment ces héritages se prolongent-ils aujourd'hui sous la forme du néocolonialisme et des nouvelles dépendances mondiales?

Sur le plan théorique, cette étude mobilise deux cadres principaux :

- la théorie de la dépendance, qui met en évidence la reproduction des inégalités entre centre et périphérie ;
- les approches postcoloniales, qui interrogent les continuités culturelles, symboliques et institutionnelles du fait colonial.

Méthodologiquement, il s'agit d'une analyse historique et comparative, qui s'appuie à la fois sur les travaux classiques de la sociologie coloniale et sur des études plus récentes portant sur les relations internationales et le développement. Le champ retenu est l'Afrique subsaharienne, sur une période allant de la conquête coloniale (fin XIX^e siècle) jusqu'aux recompositions contemporaines du XXI^e siècle. Le travail s'articule en plusieurs parties. Dans un premier temps, il met en lumière les effets de la colonisation sur les dimensions sociale, économique, politique, religieuse et culturelle des sociétés africaines. Dans un second temps, il analyse les logiques de continuité et de rupture à travers le néocolonialisme et l'intervention des nouvelles puissances émergentes. Enfin, il ouvre une réflexion critique sur les conditions de possibilité d'un développement endogène, en tenant compte des héritages coloniaux mais aussi des dynamiques internes propres au continent.

1. Dimension Sociale

La mise en place du système colonial impliquait l'installation, dans les territoires conquis, d'un appareil administratif complet composé de fonctionnaires, d'administrateurs, de commissaires, de militaires, ainsi que d'acteurs économiques tels que les commerçants, les agents d'affaires ou encore les colons. Ces derniers, généralement d'origine européenne, formaient une communauté étrangère vivant en vase clos, largement séparée de la population autochtone.

Les interactions entre colonisateurs et colonisés se limitaient essentiellement aux besoins fonctionnels du travail ou à certaines nécessités de la vie quotidienne. Pour le reste, les relations sociales et culturelles étaient pratiquement inexistantes. Cette séparation s'appuyait sur une frontière raciale implicite, les colonisateurs étant le plus souvent perçus et définis comme « Blancs », en opposition aux populations locales. Cette ségrégation raciale s'exprimait également dans l'organisation spatiale des villes coloniales, structurées en quartiers distincts : les Européens vivaient dans des zones réservées, souvent bien aménagées, auxquelles les indigènes n'avaient accès qu'en tant que domestiques ou travailleurs subalternes. (Beja, 2006, pp 30-32)

La distance sociale était rigoureusement maintenue par un ensemble de normes tacites, sorte de code implicite respecté des deux côtés, sous peine de sanctions sociales, symboliques ou administratives. Toute tentative de relations mondaines, amicales ou récréatives entre colonisés et colonisateurs était ainsi perçue comme une transgression grave de l'ordre établi.

À ces fractures raciales s'ajoutaient les divisions internes aux sociétés africaines elles-mêmes. Le tissu social précolonial était déjà marqué par une diversité ethnique, tribale, clanique ou castée, parfois traversée de rivalités anciennes et de tensions durables. Ces hiérarchies traditionnelles se sont non seulement perpétuées sous la colonisation, mais elles ont également été recomposées, renforcées ou instrumentalisées par les autorités coloniales. L'industrialisation progressive, introduite par les puissances colonisatrices, a par ailleurs ajouté de nouvelles strates de différenciation sociale, notamment par la formation de groupes intermédiaires urbains, souvent marginalisés ou exclus de la pleine citoyenneté.

Enfin, les rapports entre colonisateur et colonisé étaient empreints d'une profonde ambivalence. Le colonisateur, enfermé dans une représentation stéréotypée et dévalorisante de l'« indigène », le considérait comme un être inférieur, incapable d'autonomie, à surveiller et à encadrer. Cette attitude mêlait paternalisme, mépris et peur latente. L'usage délibéré de la langue du colonisateur, souvent non comprise par la majorité des colonisés, servait également de barrière linguistique, destinée à maintenir une distance sociale et à renforcer l'asymétrie des rapports de pouvoir.

2. Dimension Économique

L'intérêt économique constitue l'enjeu stratégique majeur de l'entreprise coloniale. Dans la logique du colonisateur, la colonie représente un espace à exploiter en fonction des besoins de la métropole - qu'il s'agisse de son enrichissement économique ou de la consolidation de son pouvoir politique. En fonction des ressources disponibles, les puissances coloniales ont mis en valeur certains secteurs jugés stratégiques : agriculture de plantation (café, sucre, bananes), exploitation minière, extraction pétrolière, exploitation forestière, etc.

Pour mener à bien cette entreprise d'exploitation, le colonisateur a dû mobiliser une main-d'œuvre locale, la former sommairement et la rémunérer selon les standards coloniaux. Par l'introduction de technologies nouvelles, de l'usage de la monnaie et du crédit, ainsi que par la diffusion de certains modèles économiques et sociaux, la colonisation a agi comme un facteur de transformation sociale. Elle a aussi introduit des infrastructures fonctionnelles - telles que des chemins de fer, des routes ou des réseaux de télécommunication - principalement destinées à servir les besoins de l'économie d'exportation. (Samir, 1984, pp.1235)

Dans ce processus, le colonisateur a également importé du personnel spécialisé (administrateurs, ingénieurs, techniciens) qui, en interagissant avec la société locale, a contribué à la diffusion de nouvelles pratiques économiques. Toutefois, cette modernisation partielle et orientée n'a nullement abouti à un développement économique global et autonome des sociétés colonisées. (Malowist, 1973, pp. 11-40)

En effet, les dynamiques économiques mises en place par le système colonial se sont révélées profondément limitées et déséquilibrées. Quatre raisons principales expliquent cette situation:

a- Un développement sectoriel et sélectif : Le développement induit par la colonisation s'est limité à certains secteurs répondant aux intérêts immédiats de la métropole, sans viser un développement économique global. Les économies locales sont ainsi restées duales : à côté des zones d'exportation contrôlées par les colons, les systèmes de subsistance ont été volontairement maintenus, afin d'éviter une concurrence directe avec les intérêts métropolitains.

b- L'absence d'industrialisation locale : Les matières premières extraites des colonies étaient, dans la plupart des cas, envoyées vers la métropole pour y être transformées. Ce modèle d'exploitation a privé les colonies de toute possibilité de développement industriel, limitant leur rôle à celui de simples fournisseurs de ressources brutes.

c- Des salaires extrêmement bas : La main-d'œuvre locale était faiblement rémunérée, bien en deçà des standards métropolitains. Ce déséquilibre a contribué à maintenir un niveau de vie très bas, réduisant les capacités de consommation, d'épargne et d'investissement des populations locales.

d- Une mobilité sociale bloquée : L'accès aux postes de responsabilité et aux fonctions techniques était largement réservé aux expatriés. Les populations colonisées étaient cantonnées à des fonctions subalternes, ce qui a empêché l'émergence de véritables élites économiques locales.

En somme, bien que la colonisation ait introduit certains éléments d'économie moderne dans les sociétés africaines, elle a essentiellement instauré un système d'exploitation unidirectionnel, conçu au service des intérêts métropolitains, et peu soucieux du développement structurel des territoires colonisés. Cette logique extractive a durablement freiné la construction d'économies nationales autonomes et compétitives.

3. Dimension Politique

Sur le plan politique, la caractéristique essentielle du système colonial en Afrique occidentale réside dans la dépendance totale des colonies vis-à-vis de la métropole. Toutes les décisions d'importance étaient prises par les autorités coloniales siégeant dans la capitale métropolitaine. Sur le terrain, ces décisions étaient appliquées par un corps d'administrateurs envoyés dans les colonies, chargés à la fois de gouverner, de contrôler, et de transmettre les informations vers le centre de pouvoir impérial. (Colin, 2010, p.42)

Même lorsqu'un embryon de gouvernement local existait - sous la forme de conseils ou d'assemblées consultatives - son rôle restait strictement limité. Ces institutions ne disposaient d'aucun réel pouvoir décisionnel et se contentaient de formuler des recommandations ou des vœux soumis à l'approbation de l'autorité coloniale. La souveraineté politique restait ainsi entièrement concentrée entre les mains du colonisateur.

L'expression « dépendance politique » traduit donc avec justesse la nature du régime colonial : la

participation politique des populations locales était non seulement découragée, mais systématiquement réprimée. Toute tentative d'organisation politique indépendante, perçue comme une menace à l'ordre colonial, était sévèrement sanctionnée. Les acteurs politiques africains revendiquant une plus grande autonomie ou une indépendance étaient qualifiés d'« agitateurs », souvent emprisonnés ou contraints à l'exil. Nombre de figures emblématiques de la lutte pour la décolonisation, telles que Kwame Nkrumah, ont ainsi connu les geôles coloniales avant d'accéder au pouvoir. (Adu, 1989, p.72.)

Il convient toutefois de noter que toute forme de domination étrangère ne repose pas nécessairement sur une dépendance politique formelle. Il existe des situations où des pays, bien que politiquement indépendants, restent économiquement dominés par des intérêts étrangers, notamment à travers l'exploitation de leurs ressources naturelles. Ce type de dépendance s'inscrit dans la logique du néocolonialisme contemporain.

Dans le contexte colonial classique, le pouvoir politique traditionnel n'a pas totalement disparu. Au contraire, les structures d'autorité préexistantes (chefferies, conseils coutumiers) ont été maintenues, mais dans un cadre profondément redéfini. Le pouvoir traditionnel est devenu une autorité déléguée, servant d'intermédiaire entre la population colonisée et l'administration coloniale. Son autonomie a été vidée de sa substance : il ne gouverne plus au nom de la communauté, mais agit selon les intérêts et les injonctions de la puissance coloniale. (Guy, 1969, p.530)

Deux fonctions principales furent confiées à ces autorités locales :

- D'une part, elles jouaient le rôle de « sous-administrateurs », chargés de relayer les directives coloniales, de recruter des agents auxiliaires, d'organiser certains services publics et de servir de relais d'information.

- D'autre part, elles exerçaient une fonction de police, veillant au maintien de l'ordre, à la paix civile, et parfois même à l'exécution de sanctions judiciaires.

À travers ces rôles, l'autorité traditionnelle devenait à la fois un agent de contrôle et un agent de socialisation. Elle contribuait à imposer de nouvelles normes, de nouvelles valeurs et des modèles de comportement en rupture avec ceux des sociétés traditionnelles. Des pratiques autrefois tolérées ou valorisées dans le système précolonial furent interdites ou stigmatisées, et ce sont les chefs locaux eux-mêmes qui furent chargés d'en encadrer la suppression, endossant ainsi une fonction de médiation idéologique au service du colonisateur.

4. Dimension Religieuse

Dans de nombreuses situations coloniales, l'entreprise missionnaire s'est développée parallèlement, voire en complémentarité, à l'action colonisatrice proprement dite. Si les missions religieuses se caractérisent par un certain degré de prosélytisme, leur action ne se limite pas à la conversion spirituelle: elle s'accompagne presque systématiquement de la mise en place d'institutions à vocation humanitaire telles que des écoles, des hôpitaux, des dispensaires ou encore des structures coopératives. (Zakari, 2010, p.76)

À travers ces activités, les missions religieuses ont joué un rôle majeur de socialisation, contribuant à l'implantation de nouvelles normes de conduite. Celles-ci touchaient à des domaines variés : la morale, bien sûr, mais aussi la santé, l'éducation, l'économie domestique et la gestion communautaire. En diffusant des valeurs et des connaissances issues de la culture occidentale chrétienne, les Églises ont facilité une certaine forme d'identification au régime colonial - de manière indirecte mais significative - notamment par les fonctions sociales auxquelles pouvaient accéder les convertis au sein de l'institution religieuse, et par les interactions qu'elle favorisait entre colonisateurs et colonisés. (Ahmet, 2002, p.27)

Cependant, cette dynamique missionnaire a également engendré des effets ambivalents sur le tissu social local. En effet, les convertis chrétiens formaient souvent une catégorie marginale dans leurs sociétés d'origine, surtout lorsqu'ils constituaient une minorité au sein de communautés fortement attachées à leurs religions traditionnelles. Ce phénomène de marginalisation était d'autant plus marqué que, dans de nombreuses sociétés africaines dites "archaïques", la religion traditionnelle était profondément intégrée à la vie sociale, politique et culturelle. Le changement de foi entraînait donc une rupture symbolique et identitaire avec le groupe d'appartenance.

Les sociétés colonisatrices espéraient toutefois que ces groupes de convertis — bien que minoritaires - joueraient un rôle de levier dans la transformation culturelle des sociétés locales. Par leur adhésion à de nouveaux systèmes de croyances et de valeurs, ils étaient perçus comme des agents potentiels de diffusion de la modernité coloniale, non seulement sur le plan religieux, mais aussi dans une perspective plus large d'acculturation progressive.

5. Dimension Culturelle

La colonisation ne s'est pas limitée à l'exploitation politique et économique des territoires conquis ; elle a également opéré une transformation en profondeur des cultures locales, notamment à travers le système éducatif et les nouveaux environnements de travail. L'un des principaux vecteurs de cette influence culturelle a été l'enseignement, mis en place par l'administration coloniale, les missions religieuses ou encore certaines organisations philanthropiques occidentales.

Cependant, ce système éducatif colonial était limité dans son accessibilité. Il ne concernait qu'une fraction restreinte de la population indigène, en particulier l'enseignement secondaire et supérieur. L'objectif principal n'était pas la démocratisation du savoir, mais la formation d'une élite dite "évoluée", destinée à occuper les fonctions d'encadrement dans les administrations, les entreprises et les services publics. Cette élite, issue des sociétés traditionnelles mais formée selon les contenus, méthodes pédagogiques et valeurs de la société colonisatrice, constituait un corps intermédiaire entre les colonisateurs et la population colonisée. (Triaud & Kane, 1998, p.208.)

Ces individus, censés maîtriser les codes culturels des deux mondes, étaient appelés à jouer un rôle de médiateurs sociaux et institutionnels. Toutefois, cette position intermédiaire les plaçait souvent dans une situation de grande ambivalence. Perçus comme étrangers à leur propre société en raison de leur "évolution", et jamais tout à fait intégrés dans la sphère coloniale dominante, ils formaient le groupe le plus marginalisé de la société colonisée.

Par ailleurs, la société coloniale a introduit de nouveaux environnements de travail (bureaux administratifs, industries, services publics), dans lesquels le colonisateur cherchait à reproduire les normes et comportements issus de sa propre culture. Ces espaces étaient non seulement des lieux de production économique, mais aussi des lieux de socialisation puissants. Les travailleurs autochtones qui y étaient intégrés étaient progressivement amenés à adopter des attitudes, des pratiques et parfois même des valeurs en décalage avec leur culture d'origine. Cette acculturation se produisait sous l'effet combiné de l'autorité du colonisateur - qui imposait un modèle de respect hiérarchique - et de la pression sociale exercée dans le milieu professionnel. De plus, l'octroi des promotions était souvent conditionné à l'assimilation des codes culturels coloniaux, ce qui renforçait l'incitation à la conformité. Pour nombre de travailleurs, s'identifier au système culturel du colonisateur devenait alors une stratégie de réussite et de mobilité sociale, bien qu'au prix d'un éloignement culturel progressif de leurs racines. (Guillaume, 1974, p.282)

Ainsi, la colonisation a généré une reconfiguration culturelle profonde, souvent conflictuelle, marquée par la coexistence, le chevauchement ou l'opposition entre valeurs traditionnelles et normes imposées. Cette tension culturelle se prolonge encore dans de nombreuses sociétés postcoloniales, où l'héritage culturel du colonisateur continue d'influencer les structures éducatives, professionnelles et identitaires.

6. Solidarité

De nombreuses tribus en Afrique constituent des groupes ethniques suffisamment distincts pour avoir suscité de nombreux travaux de recherche ethnologique ou sociologique. Afin de mieux cerner la notion de solidarité au sein des populations locales, nous avons procédé à une recension des écrits existants. Toutefois, cette recension demeure très partielle.

Notre propos n'étant pas exclusivement centré sur cette notion, nous nous sommes limités à l'exploitation de quelques articles et ouvrages jugés suffisamment pertinents pour nous offrir une vision globale du concept. D'abord, précisons d'une façon générale qu'en Afrique comme ailleurs, le don est une opération qui aboutit à la création d'un lien très fort entre les individus. Il est générateur de « l'entre-soi ». Et ce lien perdurera tant que la contre-prestation n'aurapas eu lieu. D'autres auteurs parlent de dépendance/protection pour illustrer ce phénomène en Afrique. (Claude, 1990, pp. 136-154) Cependant, nous savons que la crise actuelle en Afrique, surfond d'ajustement structurel, « *oblige les individus à devoir de plus en plus compter sureux-mêmes dans un climat de tension créatrice entre un individualisme de nécessité et une éthique de la solidarité communautaire toujours vivace.* » (Alain & Robert, 1997, pp. 278-282)

Par exemple, Vuarin (Robert, 1993, pp.299-316), a noté que la solidarité est présente pour les membres d'un collectif mais inexistante pour ceux qui n'ont pas la chance d'y être insérés ou qui y sont étrangers. Notons aussi que l'équipe d'un ouvrage récent sur l'Afrique des individus conclut ses travaux plus positivement. Ils précisent que l'éthique de la solidarité est plus que jamais présente dans cette période de crise (même s'ils annoncent ensuite qu'il y a une crise de l'ordre communautaire), et ce, pour trois raisons) elle demeure la seule forme de sécurité sociale accessible) elle doit perdurer au nom d'investissements anciens car personne n'est à l'abri d'une dégradation de sa propre situation) elle reste un principe incorporé dans les habitudes de la société.

Le sociologue burkinabé Bernard Ledea Ouedraogo (Bernard, 1990, p.79), a consacré un ouvrage entier à l'entraide villageoise dans le contexte du développement et des groupements de paysans peuples autochtones. Il décrit comment la colonisation impose la destruction de la société traditionnelle et crée de nouvelles classes sociales. Il montre également que, malgré cela, perdurent des associations traditionnelles, qui cherchent à maintenir des rapports égalitaires et une solidarité sociale. Il décrit ensuite en détail six pratiques d'entraide que sont: le kombi naam, le sosoaga, le sôngtaaba, le garé, le kin-naam et le borôndo.

Hannequin (Brigitte, 1990, pp. 37-49), parle d'éclatement de la notion de grandes familles à la suite d'une étude dans un village Mossi. De plus, dans sa recherche sur les conversions aux Assemblées de Dieu chez les Mossi, explique que la conversion est un des moyens pour s'éloigner de l'entourage proche et pour organiser des rapports sociaux plus autonomes, sans pour autant revenir sur les traditions ancestrales. De temps à autre, cela peut aller plus loin, comme cette personne qui s'est convertie afin d'être capable d'accumuler pour elle, et ne plus être obligée de maintenir l'entraide. L'anthropologue parle de déchirements du tissu social, de segmentation de la société, de montée de l'intolérance et de l'exclusion, de désertion de la socialité. Et c'est pour survivre et lutter contre tout cela que certains se tournent vers la conversion. Mais, il nous rassure un tant soit peu en précisant que c'est aussi une façon :

“de diversifier les stratégies de sécurisations socio-économiques et donc également le métissage du divin. [...] Il est moins question, à travers ce type de conversion, de la destruction du lien social, que de sa transformation et, dans ce sens, le maintien des liens de communauté serait l'expression d'une modernité africaine.”

Que se passerait-il dans le cas où l'indigent serait considéré comme étranger à la communauté ? La thèse de Laurent nous permet aussi de préciser que selon la culture Africain, « une personne inutile pour la société est celle qui ne connaît pas la honte (yande), c'est à dire qui ne peut pas respecter les règles de vie du groupe, dans la mesure où il ne possède ni le tagosgo, ni le yam.¹ Il est alors simplement considéré comme yalma, c'est-à-dire bête » L'entraide, si elle existe, peut-elle s'exercer à l'intention d'une personne considérée comme bête et incapable d'obliger des débiteurs ou d'honorer des dettes ? D'autant plus que le sentiment identitaire, dans les villages Africain, fait d'abord référence au quartier. L'aire de responsabilité d'un CSPS dépasse toujours le simple village. Or, il semble bien que “*l'identité villageoise, et à plus forte raison une identité supra-villageoise [...] n'existe pas*”. (Pierre, 2000, p.17), Cela aura-t-il une influence sur notre proposition de solidarité entre les utilisateurs du CSPS ? Cette entente n'allant pas de soi, il s'agirait donc de l'inventer ou de voir comment la population pourrait s'approprier cette invention. Est-ce déjà le cas pour le comité de gestion ?

De plus, il semble bien que les villageois, dans le contexte de cette recherche peuple locale, ne vivent pas « en paix communautaire ». Cette notion a déjà été avancée par qui précisait que les valeurs communautaires (encore présentes dans les esprits) n'étaient plus vraiment appliquées et ce, aux dires des cultivateurs, pour des raisons d'ambition personnelle, de mécontentement générale ou de rapports de force. C'est précisément pour cette raison que les villageois tentent d'inventer une paix interne par l'entremise d'une coopérative, (subterfuge) préalable à l'arrivée de projets de développement. Ainsi, les

¹ tagosgo: réflexion, pensée. Yam: intelligence, dans le sens de la qualité de celui qui est malin.

membres de la communauté s'organisent et se « mettent en spectacle » pour répondre aux attentes et demandes des donateurs (par la construction d'un bâtiment en dur, par exemple). (Prost, 1989, pp. 1-2.) À la suite de cette lecture de l'organisation sociale africain, il est possible de relever trois points fondamentaux (il ne s'agit évidemment que d'une représentation archétypale) qui nous permettront, au fur et à mesure du sujet, de mieux comprendre les données empiriques:

- Une solidarité toujours importante mais qui s'effrite
- Une organisation sociale hiérarchique, stricte et qui recherche la stabilité
- Une croyance à l'inégalité «naturelle» entre les êtres humains indispensable à l'harmonie sociale.

Conclusion

La colonisation européenne a représenté un tournant majeur dans l'histoire africaine, bouleversant profondément ses structures sociales, économiques, politiques, religieuses et culturelles. Loin d'être un simple épisode historique, elle a produit des dynamiques de dépendance et de domination dont les effets perdurent bien au-delà des indépendances proclamées dans les années 1960. L'analyse menée dans ce travail montre que la colonisation a instauré des économies de rente, des rapports sociaux hiérarchisés, des systèmes politiques dépendants et des formes d'acculturation qui continuent de marquer les sociétés africaines contemporaines. Ces héritages s'expriment aujourd'hui à travers le néocolonialisme, caractérisé par la dépendance économique, la fragilité institutionnelle et la persistance de rapports inégaux avec l'extérieur. Toutefois, l'émergence de nouveaux acteurs tels que la Chine, la Turquie ou encore l'Inde introduit des recompositions inédites, qui peuvent être analysées à la fois comme une diversification des partenariats et comme une reconfiguration des logiques de domination.

Ce travail souligne ainsi la nécessité de repenser la question de l'autonomie africaine en termes de rupture avec les modèles hérités. L'Afrique ne peut envisager un développement endogène et durable sans interroger les continuités historiques de la dépendance, mais aussi sans mobiliser ses propres ressources, savoirs et dynamiques internes. Enfin, conformément à l'exigence de neutralité axiologique, il importe de considérer la colonisation et ses prolongements non pas seulement sous l'angle moral, mais comme un processus historique structurant. Cette approche critique et comparative permet d'ouvrir la voie à une réflexion scientifique sur les conditions nécessaires à l'émancipation politique et économique de l'Afrique dans le système mondial contemporain.

Niveau(x) de Contribution des Auteur(s): V. A. 100 %

Approbation du Comité d'Éthique: Il ne s'agit pas d'une étude qui nécessite l'approbation du comité d'éthique.

Soutien Financier: Aucun soutien financier n'a été reçu pour l'étude.

Conflit d'Intérêts: Il n'y a aucun conflit d'intérêts dans l'étude.

Author Contributions: V. A. 100 %

Ethics Committee Approval: This study does not require ethics committee approval.

Financial Support: The study did not receive financial support.

Conflict of Interest: There is no conflict of interest in the study.

Bibliographie

- Amin, S. (1984). *Développement économique et social in encyclopédie universaliste*, Tome VI.
- Armand, C. (2010). *L'Afrique du XXe siècle à nos jours*, Hélène d'Almeida-Topor.
- Beja, J.P. (2006). Mondialisation ou occidentalisation. *Sciences Humaines*, 2, Niamey.
- Boahem, A. A. (1989). *Histoire générale de l'Afrique, VII. L'Afrique Sous Domination Coloniale 1880-1935*.
- Guillaume, P. (1974). *Le Monde colonial XIXe –XXe siècle*, Armand Colin.
- Hannequin, B. (1990). « Etat, patriarcat et développement: le cas d'un village mossi du Burkina Faso ». *Canadian Journal of African Studies*, Vol-24 (1), 36-49.
- Kane, O. & Triaud, J.L. (1998). *Islam et islamismes au sud du Sahara*. (Ed), Karthala.
- Kavas, A. (2002). « La médresa moderne au Mali » *L'Islam politique en Afrique subsaharienne*. Université Paris 7/Denis Diderot et CNRS, 28-29 Octobre, 389-410, Paris-Franca
- Laurent, P.J. (2000). Entre ville et campagne: le big man local ou la "gestion coup d'Etat" de l'espace public. *Politique Africaine*, 80, 169-181.
- Maikorama, Z. (2010). *L'Islam dans l'espace nigérien des origines (VIIe siècle à 1960)*, Harmattan.
- Malowist, M. (1973). « Les aspects sociaux de la phase de l'expansion coloniale ». *Africana Bulletin*. 18.
- Marie, Alain & Robert Vuarin (1997). « *L'Afrique des individus, Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine* (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey) ». *Journal des Africanistes* (Ed), Karthala, 278-282.
- Méniaud, J. (1912). *Géographie économique du Haut-Sénégal-Niger*, Larose.
- Ouedraogo, B.Leda. (1990). *Entraide Villageoise et développement. Groupements paysans au Burkina Faso*, L'Harmattan, Paris.
- Prost, A. (1989). Les relations à longue distance dans l'ouest africain avant la période coloniale. *Notes Africaines*, 161.
- Raynault, C. (1990). *Inégalités économiques et solidarités sociales. Exemples haoussa au Niger. Sociétés, développement et santé*, ELLIPSES.
- Rocher, Guy. (1969). *Introduction à la Sociologie*, Hurtubise HMH, LTEE.

Triaud, J.L. (1979). Le mouvement réformiste en Afrique de l'Ouest dans les années 50, *Mémoires du CERMAA*, 1, 195-212.

Vuarin, R. (1993). « Quelles solidarités sociales peut-on mobiliser pour faire face au coût de la maladie? Sesoigner au Mali », *Une Contribution Des Sciences Sociales*, 299-316.